Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN BIRMANIE

Chroniques de Birmanie

Semaine du 30 mars au 5 avril 2020

Etats Rakhine et Chin

❖ Statut de l'*Arakan Army*

→ La Tatmadaw a prévenu la *Kachin Independence Army* (KIA/KIO) de ne pas venir en aide aux soldats de l'*Arakan Army* (AA), à présent considérée comme une organisation terroriste et illégale. Elle aurait menacé d'attaquer les villes de Laiza et Mai Ja Yang, où se trouvent le quartier général du groupe ethnique armé, à moins que l'AA n'en soit expulsée. La KIA a déclaré qu'elle n'avait repéré aucun mouvement de troupes de l'armée suite à cette menace et que cette approche de l'armée n'était pas la bonne.

❖ Affrontements

→ Selon les médias officiels, deux hommes ont été tués et trois autres blessés par un explosif déclenché par l'organisation terroriste *Arakan Rohingya Salvation Army d*ans le township de Maungtaw (Rakhine) le 30 mars.

→ Selon le bureau du commandant en chef des services de défense, le 4 avril, la Tatmadaw a arrêté trois personnes soupçonnées d'être des membres de l'AA dans le township de Kyauktaw.

❖ Victimes civiles et déplacés internes

→ Selon les témoignages des villageois, les tirs d'artillerie et les bombardements aériens des forces birmanes ont tué trois civils et brûlé des dizaines de maisons dans leurs communautés pendant le mois de mars. Ces villageois se sont rendus à Sittwe pour témoigner d'une série d'attaques contre des habitations civiles. Ils ont notamment accusé l'armée d'avoir détruit environ 150 maisons et un monastère dans le village de Pyaing Taing, et d'avoir incendié des maisons dans le village voisin de Tin Ma, tout en tirant sur ses villageois.

→ Dans le township de Minbya, deux civils ont été brûlés vifs le 25 mars dernier lorsqu'une colonne de l'armée a mis le feu à 11 maisons du village de Hpa Pyo, malgré l'absence d'affrontements dans les zones. Le 30 mars, deux autres villageois du township ont été tués par des hélicoptères larguant des bombes à proximité des villages.

→ Trois civils ont été blessés par des mines terrestres dans le township de Rathedaung le 29 mars.

→ Le 1er avril, cinq civils ont été tués et huit autres blessés lors de combats près de Kyauktaw. Ils auraient commencé après que des soldats de l'AA aient tendu une embuscade à un bataillon militaire qui arrivait à proximité.

→ Selon les derniers chiffres du *Rakhine Ethnics Congress* (REC), depuis le début de 2019, les combats ont déplacé environ 157 000 personnes dans l'État Rakhine, avec une augmentation significative du nombre de civils des townships de Kyauktaw, Minbya et Rathedaung en mars 2020.

❖ Pénuries alimentaires dans le township de Paletwa

→ L'AA est accusée d'avoir pillé une partie d'une cargaison de 120 sacs de riz destinée à 1 771 villageois déplacés dans le township de Paletwa. Le groupe ethnique armé en aurait toutefois rendu la majeure partie après la médiatisation de l'incident.

→ Le Programme alimentaire mondial a réussi à obtenir l'accès et à livrer de la nourriture aux déplacés internes dans la ville de Samee, dans le township de Paletwa. Cette aide d'urgence, composée de riz, de légumes secs, d'huile, de sel et d'ustensiles de cuisine, permettra de subvenir aux besoins de 2 600 personnes déplacées pendant deux mois.

→ Le Département d'Etat américain a appelé les parties belligérantes à mettre fin aux hostilités et le gouvernement à autoriser l'acheminement de l'aide humanitaire internationale, d'autant plus que les inquiétudes concernant la propagation du coronavirus ont entraîné des retards dans la réception de l'aide des ONG.

❖ Réfugiés Rohingyas

→ Les garde-côtes malaisiens ont déclaré avoir intercepté un bateau transportant 202 personnes qui seraient des réfugiés rohingyas de l'État Rakhine le 5 avril. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, à la fin du mois de février, 101 010 réfugiés et demandeurs d'asile rohingyas vivaient en Malaisie.

Processus de paix, minorités ethniques et affaires frontalières

❖ Processus de paix

→ Le 31 mars, le Président a fait de l'ancien Colonel Htien Linn son conseiller pour les actions du processus de paix, c'est à dire pour la gestion du centre de la paix et la réconciliation nationale (NRPC). Htien Linn était le ministre de la sécurité et des affaires frontalières de l'Etat Rakhine entre 2017 et 2019.

→ Le 23 mars, le Secrétaire général des Nations unies a appelé les groupes armés du monde entier à mettre en œuvre un cessez-le-feu global. Le 1er avril, 18 ambassadeurs en Birmanie se sont faits l'écho de cet appel dans une déclaration marquant leurs préoccupations sur les conséquences humanitaires des conflits dans le contexte de pandémie sur les populations les plus vulnérables et demandant un accès humanitaire à celles-ci.

→ La Tatmadaw a toutefois rejeté les appels au cessez-le-feu lancés par plusieurs organisations de la société civile (OSC) et groupes ethniques dans le cadre de la crise sanitaire actuelle. Elle a, à cette occasion, rappelé qu'elle avait déclaré un cessez-le-feu unilatéral de neuf mois l'année dernière dans certaines régions du pays, mais que la trêve n'avait pas été respectée et que les combats se poursuivaient.

→ Le 2 avril, trois membres de l'Alliance du Nord - la *Ta'ang National Liberation Army*, la *Myanmar Democratic Alliance Army*, et l'*Arakan Army* - ont déclaré une trêve d'un mois avec le gouvernement, pour leur permettre de se concentrer sur la lutte contre la propagation du coronavirus sur le territoire. Le *Chin National Front* s'est ensuite joint à cet appel.

→ Le gouvernement et les groupes ethniques armés ont accepté de repousser de trois mois la 4ème session de la Conférence de paix de l'Union - Panglong du 21e siècle. Celle-ci devrait donc avoir lieu à la fin du mois de juillet ou au début du mois d'août.

❖ Statut de l'Arakan Army et liberté d'expression et de la presse

→ Le rédacteur en chef du journal *Voice of Myanmar* (VOM) Nay Myo Lin risque la prison à vie pour avoir publié le 27 mars une interview du porte-parole de l'*Arakan Army*, une semaine après que celle-ci ait été qualifiée d'organisation illégale et terroriste par le gouvernement. Il a été arrêté le 30 mars et est visé par deux chefs d'accusation, en vertu de la loi antiterroriste. Ces accusations sont passibles de peines allant de trois ans à la prison à vie.

→ Le 31 mars, la police a également perquisitionné le bureau de Sittwe de l'agence de presse *Narinjara*, ainsi que le domicile du rédacteur en chef de *Khit Thit News* à Rangoun. Les rédacteurs en chef des deux journaux sont tous deux poursuivis en vertu de la loi antiterroriste.

→ Le 1er avril, le Réseau des journalistes des affaires ethniques et de la paix a publié une déclaration exhortant le gouvernement à ne pas porter d'accusations de terrorisme contre les journalistes mais à déposer plutôt une plainte auprès du Conseil de la presse de Birmanie, comme le prévoit la loi sur les médias du pays.

→ Dans une déclaration publiée le même jour, le Conseil de presse de Birmanie a dénoncé la répression des journalistes. Il considère ces poursuites en justice comme une réponse

"inappropriée" dans la présente période de transition démocratique. Le 2 avril, le Conseil a envoyé une lettre au ministre de l'Intérieur, qui dirige également le Comité central anti-terrorisme, pour demander l'abandon des charges contre les journalistes.

→ Ne pouvant organiser de rassemblements de masse, les journalistes birmans ont lancé une campagne sur Facebook, en créant la page « Journalism is not a crime » et le hashtag (#JournalismNotCrimeMM), pour dénoncer l'arrestation et les poursuites judiciaires contre leurs trois collègues.

❖ Liberté d'expression et médias ethniques

→ La société norvégienne *Telenor* a déclaré qu'elle suivra les autres opérateurs de téléphonie mobile du pays et se conformera à l'ordre du gouvernement de bloquer une liste de sites diffusant de "fausses informations", y compris les principaux médias ethniques, après avoir initialement refusé de le faire. Le gouvernement avait en effet ordonné à ces quatre opérateurs de téléphonie mobile de bloquer l'accès à 221 sites web, sans rendre publique la liste des sites ni avoir clarifié la base juridique de cette mesure.

→ Après s'être retrouvées parmi les quelques 200 sites internet bloqués par des opérateurs de réseau mobile sur ordre du gouvernement, plusieurs agences de presse en ligne enregistrées ont déposé plainte auprès du Conseil de presse de Birmanie. Parmi les sites d'information bloqués figurent *Narinjara News*, *Development Media Group* (DMG), *Mandalay In-Depth News*, *Voice of Myanmar* (VOM) et *Mekong News*. Tous ont déclaré être officiellement enregistrés auprès du ministère de l'information.

Coronavirus

❖ Bilan général

→ Il y a à présent 21 cas confirmés dans le pays, dont un décès.

→ Le 29 mars, le ministère de la santé et des sports a averti que le pays était exposé à un risque très élevé d'une "épidémie majeure" en raison du grand nombre de travailleurs migrants revenant de Thaïlande. Selon les dernières données du ministère de la santé, plus de 23 000 personnes sont rentrées en Birmanie depuis la Thaïlande via Myawaddy du 19 au 28 mars.

→ Le ministère de la santé prévoit d'ouvrir un 2ème laboratoire pour les tests à Mandalay la semaine prochaine.

→ Le 31 mars, le président Win Myint a formé un comité interministériel pour coordonner la réponse contre la hausse des cas dans le pays. Le Comité pour la maladie du coronavirus 2019 (COVID-19) sera dirigé par le vice-président Myint Swe et reprendra toutes les fonctions du précédent comité anti-COVID-19.

→ Le 1er avril, la conseillère pour l'État a activé son compte Facebook, en sommeil jusqu'à présent, pour fournir des informations sur la pandémie de COVID-19 dans le pays.

→ La conseillère pour l'État a averti le 3 avril que des poursuites judiciaires seront engagées par les autorités contre les personnes qui violent les réglementations mises en place par le gouvernement pour lutter contre la pandémie. Un jeune marié de la région de Sagaing s'est ainsi retrouvé dans une cellule après avoir organisé sa réception de mariage au mépris de l'interdiction des rassemblements publics. De même, un couple du township de Mogok a été poursuivi en justice pour avoir refusé un contrôle de température à un point de contrôle au retour de Mandalay. Enfin, les tribunaux des régions d'Ayeyarwaddy et de Sagaing ont emprisonné deux hommes récemment revenus de l'étranger pour avoir refusé de rester dans les centres de quarantaine.

→ Les partis d'opposition ont vivement critiqué le gouvernement pour la faiblesse de ses préparatifs contre la pandémie et pour son incapacité à mettre en quarantaine les travailleurs migrants de retour de Thaïlande et de Malaisie. L'USDP et 15 autres partis politiques continuent d'exhorter le gouvernement à convoquer une réunion du Conseil national de défense et de sécurité (NDSC), sans réponse du président pour le moment.

→ Ne disposant pas de moyens légaux de s'attaquer à eux, le Conseil de la presse de Birmanie a menacé de révéler publiquement les noms des personnes propageant de fausses informations au sujet de l'épidémie sur les réseaux sociaux.

❖ Aide internationale

→ L'ambassade de Chine a fait don de plus de 2 000 kits de détection, 5 000 combinaisons d'équipement de protection individuelle, 5 000 masques N95 et 200 000 masques chirurgicaux. La Chine se prépare également à envoyer une équipe médicale, composée d'une douzaine de professionnels, en Birmanie.

→ Le cardinal Charles Bo, archevêque de Rangoun, a de son côté demandé des excuses et des compensations au monde entier au régime de Pékin pour les dommages causés par la pandémie de coronavirus, affirmant que « ses mensonges et sa propagande ont mis en danger des millions de vies dans le monde entier ».

→ Dans un communiqué en date du 31 mars, les États-Unis s'engagent à donner 3,8 milliards USD à la Birmanie dans le cadre de sa lutte contre le COVID-19.

→ Les Nations Unies en Birmanie sont de leur côté en train d'acheter 50 000 kits de test COVID-19 pour le Laboratoire national de santé (LNH).

→ La compagnie *Myanmar National Airlines* a annoncé qu'elle allait rouvrir sa ligne Rangoun-Bangkok pour le transport des médicaments et du matériel médical, ainsi que d'autres marchandises.

→ La Birmanie a lancé le 3 avril un appel à l'aide de la communauté internationale pour recevoir du matériel et des fournitures médicales.

❖ Impact économique

→ Le secteur de la construction a ralenti d'environ 30 %, en raison d'une pénurie de matériaux de construction importés. Certains projets ont également été temporairement arrêtés en raison de problèmes de trésorerie.

→ Les syndicats de travailleurs participeront à une série de trois campagnes, visant à réclamer la fermeture des usines pour des raisons sanitaires et le paiement de la totalité des salaires du mois d'avril.

→ A l'heure actuelle, dans la région de Rangoun, 59 usines ont réduit leurs effectifs ou sont temporairement ou définitivement fermées.

→ La Commission d'investissement de Birmanie (MIC) accordera des prêts d'urgence à environ 400 petites entreprises ayant subi des pertes financières en raison de la pandémie. Les parties prenantes sud-coréennes et chinoises en Birmanie demandent aux autorités, via les deux ambassades à Rangoun, d'examiner également la possibilité d'offrir un plan de relance aux investisseurs étrangers dans l'industrie locale de l'habillement.

→ Dans son dernier rapport publié le 1er avril, la Banque Mondiale a indiqué que la croissance du PIB birman devrait ralentir à 2 à 3 % au cours de l'année fiscale en cours et que le gros de l'impact économique de l'épidémie serait probablement porté par les ménages les plus pauvres et vulnérables.

❖ Effets secondaires de l'épidémie (hors effets économiques)

→ Selon les responsables des entreprises de télécommunications de Birmanie, l'utilisation des données sur Internet a augmenté de 25 % au cours des quatre dernières semaines. Tous se déclarent prêts à faire face aux pics d'utilisation de données prévus dans les jours à venir.

→ Selon la fondatrice d'*Akhaya Women Myanmar*, les deux semaines où le gouvernement a commencé le verrouillage communautaire dans certaines régions ont coïncidé avec un pic de plaintes pour violence domestique.

→ Les personnes mises en quarantaine ainsi que les bénévoles et les fonctionnaires affectés aux installations de quarantaine qui leur fournissent une assistance, sont victimes de discrimination de la part de leurs collègues et du public selon le député de la Chambre haute, Maung Swe, qui dirige les bénévoles à Nay Pyi Taw.

Situation intérieure

❖ Croissance démographique

→ La population birmane a augmenté d'environ 10 millions de personnes au cours des 25 dernières années. Selon le ministère du travail et de l'immigration, au premier avril, le pays comptait ainsi 54,58 millions d'habitants. La région de Rangoun est la plus peuplée avec 8,39 millions d'habitants, suivie de la région de Mandalay avec 6,54 millions et de l'État Shan avec 6,43 millions. La capitale du pays ne compte que 1,29 million d'habitants. Les régions les moins peuplées sont les États Kayah et Chin, qui comptent respectivement 330 000 et 520 000 habitants. Les femmes sont plus nombreuses, avec 28,43 millions d'habitants, contre 26,15 millions d'hommes.

Relations extérieures

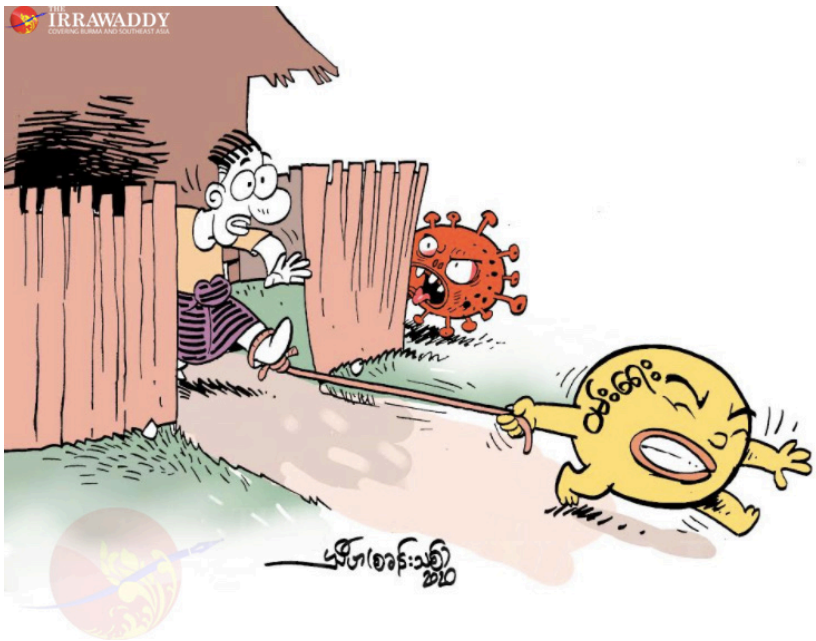
❖ Relations entre le Japon et la Birmanie

→ Le 31 mars, la Birmanie et le Japon ont signé des accords de prêt pour un montant total de 47,943 milliards de yens (environ 445 M USD) concernant des projets d'infrastructures. Le premier projet de 40,604 milliards yens, porte sur la modernisation de la ligne ferroviaire Yangon-Mandalay, et le second de 7,339 milliards yens concerne la construction d'infrastructures dans la région de la zone économique spéciale de Thilawa.

Économie

❖ Loi sur l'insolvabilité

→ La Birmanie a promulgué une nouvelle loi sur l'insolvabilité le 25 mars. La nouvelle législation facilitera la gestion et le traitement des cas d'insolvabilité par le gouvernement et devrait renforcer l'environnement commercial et attirer davantage d'investisseurs étrangers dans le pays. La loi constituée de 425 articles, prévoit des recours pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et comporte des mesures de protection des entreprises locales qui entrent sur le marché international en établissant un cadre pour l'insolvabilité transfrontalière.



Titre : La faim pose plus de difficultés que le Coronavirus
Explication : Malgré le coronavirus qui l'attend au coin de la rue, le villageois ne peut rester confiné chez lui car la faim le tire vers l'extérieur.
Crédit caricature : The Irrawaddy

Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité et ne reflète que des commentaires ou analyses parus dans la presse birmane, qui n'engagent en rien le point de vue propre de l'Ambassade.